

ainsi que des denrées agricoles. Plus tard le très honorable leader de la Chambre (le très honorable M. Dandurand) a amplifié cet exposé dans une grande mesure. J'aimerais profiter de l'occasion pour dire que tous, je crois, en notre qualité de Canadiens, nous avons raison d'être fiers de beaucoup de choses que le Gouvernement a accomplies du point de vue de la production de guerre. Il est vrai que nous avons tous quelque peu critiqué la lenteur du Gouvernement à se mettre à l'œuvre. Cependant, le Canada n'a peut-être pas été seul à agir de la sorte, car toutes les démocraties semblent avoir péché en ce sens. Depuis que nous avons atteint notre allure nous avons accompli beaucoup de choses dans divers domaines.

L'honorable sénateur De Salaberry (l'honorable M. Gouin) avec tout le charme naturel et la facilité oratoire, qui semble l'apanage d'un si grand nombre de personnes de sa province, nous a fait un discours que nous avons écouté avec grand plaisir.

L'honorable sénateur d'Essex (l'honorable M. Lacasse), qui m'a précédée dans ce débat, nous a fait un exposé très intéressant, hier soir, et a abordé plusieurs sujets. Je n'ai pas l'intention, au cours de mes remarques, d'aborder autant de questions qu'il l'a fait. Je me contenterai de relever deux points qu'il a traités, hier soir.

Le premier auquel il a consacré beaucoup de temps portait sur la formation d'un comité ontarien qui s'occupe de la poursuite de la guerre totale. Il est évident que l'honorable sénateur n'aime pas ce comité de tout son cœur. Il a formulé deux objections quant à la manière de procéder dudit comité.

Tout d'abord il a critiqué le comité parce qu'il avait acheté de l'espace dans les principaux journaux de la province d'Ontario pour y exposer ses vues au peuple. Je ferai remarquer aux honorables sénateurs que même si le Gouvernement au pouvoir, que l'honorable membre appuie, a une très forte majorité, il n'a pas encore pris la direction des journaux de ce pays. La presse est encore libre, et lorsque celle-ci cessera de l'être nous tomberons dans la même catégorie que les pays sous la domination de Hitler, où seul le parti au pouvoir a le droit de se servir des journaux.

En second lieu, l'honorable sénateur a attiré l'attention sur le coût de cet espace dans les journaux. Il a dit, "Évidemment il y a encore beaucoup d'argent en circulation que l'on n'a pas employé à l'achat de certificats d'épargne de guerre." Il a répété cette assertion à deux ou trois reprises, car il y attachait sans doute de l'importance. Depuis le com-

mencement de la guerre, le Gouvernement a expédié,—je ne crois pas exagérer en disant cela,—des tonnes de papier par tout le pays. . .

Des VOIX: Très bien, très bien.

L'honorable Mme FALLIS: ...renfermant des renseignements plus ou moins utiles, mais exposant au peuple le programme de guerre du Gouvernement et lui indiquant ce qu'il faisait. Si le Gouvernement de ce pays a le droit de se servir de l'argent des contribuables pour faire connaître son opinion sur des questions d'intérêt public, et son programme de guerre, certes des citoyens dans la vie privée qui n'approuvent pas ce programme ont le droit de se servir de leur propre argent pour présenter leur opinion sur la conduite de la guerre, par l'entremise des quotidiens.

Des VOIX: Bravo.

L'honorable Mme FALLIS: Il y a une autre question très importante qui intéresse tout le monde en ce moment; il s'agit du plébiscite que le Gouvernement a décidé de soumettre au peuple. J'aimerais faire observer que depuis la réélection du Gouvernement actuel, en mars 1940, je n'ai jamais formulé un mot de critique ici au Sénat ou en public à son adresse, avant ce moment. J'ai pris cette attitude, non pas parce que j'approuvais le Gouvernement en tout, mais parce que je me disais que je pourrais faire un travail plus efficace,—je m'occupais alors de travaux de guerre avec des associations féminines et j'étais en relation avec des femmes de tous les partis politiques,—si je m'abstenais de tout ce qui pourrait ressembler à des activités politiques. Cependant, si je veux rester fidèle à mes convictions en ce moment, et fidèle aux milliers de femmes qui sont déconcertées et troublées,—et, j'ajouterais, consternées par ce qui s'est passé ces deux derniers jours,—alors de mon côté je protesterai également, bien que cela puisse sembler inutile, de concert avec tous ceux qui s'opposent à ce qu'un plébiscite soit soumis au peuple.

Franchement, je dirai aux honorables sénateurs que j'avais espéré, j'étais même confiante, que certains partisans du premier ministre s'élèveraient aux hauteurs qu'atteignirent des Conservateurs à la Chambre des communes en Angleterre après le désastre de Norvège, alors qu'ils firent passer les besoins du pays de ce moment-là avant la loyauté au parti. Il n'y fut pas question d'un plébiscite, ni d'élections générales. Tout ce que l'on a dit fut, "Il n'y a qu'une chose qui importe, et c'est de gagner la guerre." Et l'on a immédiatement pris les mesures jugées nécessaires pour atteindre cette fin. J'avais espéré qu'un nombre important de libéraux des deux Chambres auraient employé leur influence pour

L'hon. Mme FALLIS.